



CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS MOBILISONS-NOUS LE JOUR DU COMITÉ TECHNIQUE

Les organisations syndicales de la Direction des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine (CGT, Union SNUI Sud Trésor Solidaires, FO et CFDT) condamnent la suppression des 2441 emplois à la Direction Générale des Finances Publiques pour l'année 2012.

Depuis 2008, 12 143 emplois ont été détruits aux Finances Publiques, soit bien au-delà de la règle du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, érigée en principe par le gouvernement actuel.

Et en Ille-et-Vilaine :

Dans la Direction Régionale des Finances Publiques, 25 emplois seront encore supprimés en 2012 réduisant d'autant les moyens de l'action publique et contribuant fortement à la dégradation des conditions de travail des agents.

Parallèlement, le rapide développement économique et démographique du département, les difficultés de paiement pour les particuliers et les entreprises générées par la crise, ont entraîné l'accroissement de l'activité des services des finances publiques.

Les syndicats CGT, Union SNUI Sud Trésor Solidaires, FO et CFDT d'Ille-et-Vilaine exigent un service public de qualité pour tous (particuliers et usagers professionnels comme collectivités territoriales), une fiscalité plus juste à l'égard de tous, et dénoncent :

- ces suppressions de postes qui sont autant de possibilités d'emplois refusées aux chômeurs et jeunes diplômés,
- la dégradation du service public qui se traduit par de longues files d'attente lors des campagnes d'impôts sur les revenus ou encore des appels téléphoniques sans réponse,
- le risque grandissant de suppressions de trésoreries de proximité en les fragilisant encore un peu plus,
- la très forte augmentation (plus d'1/3 en 10 ans) de la charge de travail par agent,
- la dégradation continue des conditions de travail des agents, amenés de plus en plus à travailler dans l'urgence pour parer au plus pressé.

Les syndicats CGT, Union SNUI Sud Trésor Solidaires, FO et CFDT d'Ille-et-Vilaine réaffirment que les emplois publics sont socialement utiles et économiquement viables. La lutte contre la fraude pour résorber le déficit et le soutien aux collectivités locales, à qui il est toujours demandé de faire plus, sont autant de politiques indispensables. Le gouvernement n'y répond pas.

Les organisations syndicales de la DRFIP 35 appellent les agents de Rennes à une heure d'information le jeudi 26 janvier 2012, à 10h30 à Magenta, jour de la reconvoction du Comité Technique, pour discuter des modalités d'action à mettre en œuvre immédiatement.

De même, elles appellent l'ensemble des agents du département à se réunir le même jour sur leur lieu de travail pour exprimer collectivement leur refus des suppressions d'emplois.